

Commune de Samois-sur-Seine (Seine-et-Marne)

Compte rendu du débat sur la démocratie et la citoyenneté **Le 11 février 2019**

1^{er} groupe

19 personnes

Les participants disent qu'ils sont contents d'être là, de pouvoir s'exprimer et d'échanger.

Présentation et introduction

Le mouvement des gilets jaunes bouscule car, d'une **revendication sociale compréhensible** on arrive à une **mise en cause des institutions**.

Comment d'un malaise en est-on arrivé là ? Aux gilets jaunes qui voulaient qu'on les écoute et les entende, on a laissé la place à la violence de groupes extrémistes. Un intervenant dit qu'il aurait fallu donner des réponses dès le début et quand un autre parle de faire intervenir l'armée, il lui est répondu qu'on met en péril la démocratie.

Si ce n'est une remise en cause des institutions, dont un intervenant souligne la qualité par rapport à d'autres pays, c'est une **remise en cause de la gouvernance**.

Perception d'une **fracture profonde dans la société**, le fossé qui se creuse impose une réflexion.

Il est souligné le problème sanitaire des migrants : quelle prise en charge ? Quelle réponse apporter à une population malade ? Pourtant nous sommes dans un des rares pays qui redistribue beaucoup, mais peut être mal donc c'est à revoir.

Débat

- Il faut davantage de participation
- « Haine des élus », exception des maires sauf quelques « brebis galeuses »
- La finance et le capitalisme donnent le mauvais exemple
- Des manifestations qui ne peuvent pas avoir lieu sans préavis, c'est une perte de liberté, selon certains
- Mouvement sans syndicats : Ce sont « les oubliés » qui manifestent, retraités, petits salariés, familles en difficulté, monoparentales

Maladresse des gouvernants avec les taxes sur les carburants (voiture = outil de travail), la diminution des APL et la hausse de la CSG sur les retraites ...

- On peut parler de crise de la démocratie, de crise du capitalisme. Le travail n'apporte plus ce qu'il faut : il ne satisfait pas, perd son sens et ne permet plus de vivre correctement.

L'entreprise a une mauvaise image : les actionnaires récupèrent une partie trop importante des dividendes au détriment des salariés.

- Réaction face à l'arrivée du président Macron dont on attendait qu'il fasse autrement mais il semble contraint par le process de l'Europe
- Trop d'administrations, du gaspillage, la cour des comptes intervient à posteriori, il n'y a pas de suite par elle-même.
- Problème de confiance : l'élection implique logiquement un pacte de confiance. Mais l'élu doit rendre compte, éclairer et tenir informé le citoyen.

Les députés sont coupés de la base, les demandes ne remontent pas à l'assemblée, ou rarement (expérience positive d'un participant).

Interrogations sur le rôle du député, il fait la loi et n'a pas à aider individuellement. Les avis sont partagés car il connaît son territoire.

Le maire, lui, a un rôle social important. Alors faut-il **autoriser à nouveau certains cumuls de fonctions : député/ maire pour que le député reste attaché au terrain.**

Donc crise démocratique à travers la représentation. (élus issus du suffrage universel, du suffrage proportionnel, des partis) Le suffrage universel semble préférable pour les personnes présentes pour limiter l'importance des extrêmes. **Mais, pourquoi pas un certain nombre d'élus par tirage au sort, et la prise en compte du vote blanc.**

La représentativité est nécessaire pour avoir la durée permettant la réalisation des projets.

Dans une démocratie participative, la durée s'allonge par la difficulté à faire remonter les demandes de la base.

Les problèmes peuvent différer selon les territoires. Les différentes strates administratives, trop nombreuses et complexes coupent les citoyens de la gouvernance.

- Problème de l'éducation des jeunes : où est la faille ?

Des enseignants du primaire font part de leur expérience positive d'éducation citoyenne, tant par l'enseignement moral et civique inscrit dans les programmes que dans l'apprentissage du vivre ensemble. Ils savent néanmoins que ce n'est pas possible partout et que le problème de la laïcité se pose dans bien des quartiers.

Les enfants sont peut être formés, mais les parents ?

Manque de tolérance, repli sur soi, communautarisme, il y a de moins en moins d'occasions de mélange social.

Absence d'une représentation de l'islam de France, actuellement financé par l'étranger.

Développer la formation professionnelle avec l'alternance, l'entreprise doit créer des emplois face à l'évolution technologique, à la robotisation.

L'Education Nationale doit encourager l'orientation positive.

- **Limitation de la vitesse à 80 km/h : Laisser la place à l'initiative locale (exemple : 80 ou 90 km/h)**
- **Recourir au référendum local**
- **Revoir notre consommation par une décroissance heureuse (locale et bio)**

2^{ème} groupe : 20 personnes

Une petite vingtaine de participants dont un groupe très motivé à faire bouger les choses

Introduction

Tous nos problèmes viendraient-ils de la recherche des moyens pour résoudre la transition écologique avec une réponse maladroite du gouvernement (taxe sur les carburants, limitation des aides sociales, etc.) qui conduit à un ras le bol au quotidien ?

Dans les institutions de la 5^{ème} république, qu'est ce qui pose problème ?

- **Le conseil économique et social est en trop.** C'est une dépense inutile, on pourrait imaginer **une 3^{ème} chambre avec des citoyens tirés au sort** comme les jurés populaires des assises.
- **La cour des comptes** intervient à posteriori, elle **devrait avoir un rôle à priori**
- Le conseil constitutionnel a un rôle important, le citoyen peut le saisir par le biais du conseil d'Etat ou de la cour de cassation.

Pour que les gens s'intéressent à la chose publique, il faut qu'ils soient acteurs aussi dans les élections législatives : il faudrait une part de tirage au sort.

- **Problème de la représentativité : à l'assemblée nationale, 1 seul ouvrier !**

Quand est évoquée la compétence, un participant affirme que si on est susceptible d'être appelé avec renouvellement, on est obligé de devenir compétent

Il faut **trouver une législation permettant de quitter et de retrouver son emploi** et un mode de **rémunération équitable** afin de pouvoir alterner « profession » et « fonction d'élu ».

Actuellement, les élus sont bien des citoyens mais ce sont toujours les mêmes. Exemple de l'Islande où suite à une crise bancaire, les assemblées ont été dissoutes pour une assemblée constituante délibérative sur tirage au sort et qui a entraîné une réécriture de la constitution. (mais pays comptant peu d'habitants !).

Une nouvelle attitude du citoyen naît de la fonction. Avec une virginité, l'intérêt général primerait. Actuellement la citoyenneté revient aux retraités par manque de temps des autres.

Faut-il l'obligation d'exercer la fonction pour laquelle on est tiré au sort ?

Pour un participant, c'est l'évidence, les autres ont des avis plus nuancés. Mandat d'un an ou deux ans. Alternance entre le monde du travail et le rôle du citoyen.

Tout est une question d'engagement. Il faut éduquer les enfants à la citoyenneté, éduquer chacun à la conscience citoyenne.

Un participant souligne le fait que dans le système scolaire, le droit n'est pas enseigné et qu'il y a une inculture juridique et une inculture des institutions, le droit se trouvant réservé à une élite.

- Rôle fondamental des enseignants, des parents et des adultes **d'apprendre aux enfants à analyser une information et à exercer leur jugement critique.**
- **Vote blanc à comptabiliser : oui**
- **Vote obligatoire : oui. Quelle sanction ?**
- Questionnement sur le mandat unique : il peut couper l'élu de son électorat ce qui n'est pas le cas pour le député-maire ou le sénateur-maire, confronté aux problèmes de la population.

Actuellement le pouvoir est souvent entre les mains des hauts fonctionnaires. Les politiques sont de bonne volonté mais il y a un écart entre la décision politique et l'exécution des décisions par la haute administration. Exemple : le grand emprunt.

- **Contrôle de l'exécution des décisions.** Vrai problème par le délai entre le vote de la loi et la publication des décrets d'application rédigés par les fonctionnaires

Créer un contrôle citoyen et la possibilité de révoquer des élus en cours de mandat (référendum révocatoire). Le contrôle s'exerce alors par des citoyens « élus » qui vérifient que la « descente » se fait bien. Base de documents et méthodes d'évaluation à créer.

- Difficultés avec les jeunes : ils sont demandeurs de débats, le service civique est victime de son succès.

Ouvrir le service civique à l'international pour aller voir ailleurs. Un participant rappelle le service militaire qui assurait un brassage et comprenait la coopération.

Les élites sont déconnectées de la réalité avec des normes inapplicables, dans les études supérieures il faut généraliser les stages-ouvrier.

- En France les postes sont obtenus parce qu'on a fait telle école plutôt parce que l'on a réelle compétence ou que l'on est propre à l'acquérir.

Donner des postes de responsabilité à des gens d'expérience (à la tête des grandes entreprises ou administrations notamment) et non en fonction de dirigeants à placer ! (Exemple : Air France)

- Inégalités fiscales. Il y a de grandes distorsions qui sont à corriger.

- **Taxer plus le revenu du capital, lutter contre la fraude fiscale.** La France est le pays qui redistribue le plus de dividendes.
- Ce n'est pas le coût du travail qui coûte cher.
- Un participant rappelle que les actionnaires du CAC 40 sont des personnes morales et que la chasse aux individus peut être mauvaise. Cela dit les « personnes » morales représentent aussi des personnes physiques !
- Comment permettre de redistribuer mieux. ?
- Proposition d'un participant : en s'appuyant sur des citoyens désignés au sort et face à la crise et au problème de la légitimité du pouvoir, pourquoi ne pas **réécrire une constitution** ? Beaucoup pensent, en tout cas, qu'il faut passer à **la 6^e République** !

Autre intervention :

- Rappel du rôle très important de la commission européenne qui fausse le jeu des prises de décisions nationales
- Monde associatif : l'accent est régulièrement mis sur le **rôle des associations** de tout ordre : sociales, culturelles, aménagement du territoire, environnement... **à soutenir**